

NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7418
20 juillet 1966
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA SITUATION A CHYPRE

1. Dans mon rapport du 10 juin 1966 sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/7350, par. 49 à 54), j'ai exposé les récents événements survenus dans la zone de Trypimeni-Chatos-Knodhara. En bref, le 24 avril 1966, le gouvernement a commencé des travaux pour l'amélioration du chemin qui relie les villages chypriotes grecs de Trypimeni et de Vitsadha; sur ces entrefaites, les Chypriotes turcs, prétendant que la route diviserait une zone purement turque et compromettrait leur sécurité, ont occupé avec des hommes armés dix positions au sud de Trypimeni. Quelques agriculteurs chypriotes grecs de la région ont interrompu la moisson bien que les Chypriotes turcs les aient assurés que leur sécurité n'était pas menacée. Pour éviter une confrontation armée, la Force des Nations Unies a déployé des troupes dans la région et a engagé d'urgence des négociations avec le Gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs.
2. Ces négociations n'ayant pas abouti à une solution du problème, j'estime nécessaire d'informer le Conseil de l'évolution récente de la situation qui est de nature à aggraver dangereusement la tension qui règne dans la région et risque même d'avoir pour conséquence une menace éventuelle à la paix dans l'île.
3. Durant le mois de juin, on a pu, grâce aux mesures prises, rentrer la moisson, sous la surveillance de la Force des Nations Unies, sur les terres des agriculteurs chypriotes grecs situées au voisinage des positions chypriotes turques (S/7350, par. 53). La moisson s'est achevée par la suite sans incident sérieux.
4. Cependant, la tension reste toujours très grande, à cause surtout de l'existence des positions fortifiées établies dans la région depuis le 21 avril 1966. Le gouvernement a manifesté une impatience d'autant plus grande devant le retard apporté à l'évacuation des positions chypriotes turques qu'il avait suspendu les travaux relatifs au projet de route entre Trypimeni et Vitsadha à la suite d'une proposition faite par les Chypriotes turcs, lors d'une réunion du Comité politique de liaison, le 28 avril et transmise ensuite au gouvernement, de négocier un accord pour assurer le libre passage par Knodhara des personnes et des véhicules se rendant à Trypimeni. Les civils chypriotes grecs pourraient ainsi

utiliser la route existante, comme c'est le cas pour la route de Kyrenia, qui traverse la principale enclave chypriote turque au nord de Nicosie, et pour la route côtière qui traverse l'enclave de Limnitis (S/7350, par. 52).

5. Quant au plan visant à assurer la liberté de circulation, les dirigeants chypriotes turcs ont indiqué par la suite qu'ils envisageaient des modalités différentes de celles qui faisaient l'objet de l'accord relatif à la route de Kyrenia (S/6102, annexe III) ou des dispositions en vigueur concernant le passage des Chypriotes grecs à travers l'enclave chypriote turque de Limnitis (S/7350, par. 104). Dans le cas de Trypimeni, les Chypriotes turcs ont soutenu que, si les Chypriotes grecs voyageant entre Trypimeni et Nicosie, ou Famagouste, devaient être fouillés non pas par les policiers chypriotes turcs, mais seulement par la police civile de la Force des Nations Unies, il fallait faire de même, réciproquement, en ce qui concerne les Chypriotes turcs voyageant entre le groupe de villages chypriotes turcs de la région de Knodhara et le quartier turc de Nicosie.

6. Le Commandant de la Force a fait part de cette suggestion au Ministre de l'intérieur du Gouvernement de Chypre dans une lettre du 10 juin 1966, étant entendu toutefois que les Chypriotes turcs évacueraient toutes les positions aménagées depuis le commencement des travaux du projet routier.

7. Le Ministre de l'intérieur a répondu le 13 juin 1966 que le gouvernement ne pouvait accepter la suggestion suivant laquelle il devrait renoncer à assumer la responsabilité du contrôle des véhicules chypriotes turcs, qui était nécessaire pour la sécurité. Le Ministre a fait remarquer que le gouvernement avait consenti à suspendre les travaux de construction de la route Trypimeni-Vitsadha en attendant que les Chypriotes turcs soumettent une proposition concernant le libre passage par Knodhara, mais qu'ils avaient profité du délai pour multiplier leurs positions fortifiées dans cette zone, après avoir promis, par l'intermédiaire des Nations Unies, qu'ils commenceraient à démanteler certaines de leurs nouvelles positions. Or, pas une seule position n'avait été encore démantelée.

8. Enfin, le Ministre a fait état des graves inquiétudes que lui causait ce délai et il a exprimé le souhait que les Nations Unies allaient agir sans retard pour obtenir soit un libre passage par Knodhara, soit l'assurance qu'aucun obstacle ne serait mis à l'achèvement de la construction de la route Trypimeni-Vitsadha. Faute de quoi, a-t-il dit, le gouvernement serait obligé de prendre des mesures pour assurer le libre accès au village; le gouvernement avait indiscutablement le droit et le devoir d'agir ainsi.
9. Depuis mon rapport du 10 juin 1966, mon Représentant spécial et le commandant de la Force ont eu plusieurs entrevues à ce propos avec le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs, et ils ont soumis diverses propositions visant à améliorer la situation.
10. Tout au long des négociations que la Force des Nations Unies a menées au sujet de ce problème, le gouvernement a soutenu que, puisqu'il avait arrêté la construction de la route, il devait insister pour que les Chypriotes turcs démantèlent toutes leurs positions dans cette zone avant de pouvoir engager avec la Force des discussions sur la question du libre passage des habitants. Pour leur part, les dirigeants chypriotes turcs ont estimé que des entretiens avec la Force des Nations Unies sur les moyens de rétablir une situation normale pourraient commencer sans que soient remplies les conditions préalables fixées par le gouvernement, et ils ont refusé, en particulier, de démanteler leurs positions fortifiées.
11. Dans l'espoir de contribuer à une solution, un conseiller du Vice-Président s'est rendu sur les lieux, le 14 juin, dans un hélicoptère de la Force. Le lendemain, la Force a été informée que le conseiller avait dénombré 15 positions : 10 - dont 3 anciennes (c'est-à-dire construites avant le 21 avril) - occupées par les Chypriotes turcs et, en arrière de celles-ci, 5 autres inoccupées; certaines de ces positions avaient été aménagées après un échange de coups de feu survenu le 19 mai. La Force des Nations Unies a été également informée que les dirigeants

chypriotes turcs étaient disposés, pour prouver leur bonne volonté et diminuer la tension, à abandonner 4 des 10 positions qu'ils occupaient jusque-là.

12. Une reconnaissance effectuée par la suite par des officiers supérieurs de la Force a révélé que l'évacuation proposée n'apporterait aucun changement notable à la situation, étant donné que toutes les positions avancées importantes resteraient occupées.

13. Lors d'une nouvelle réunion, le 26 juin, les dirigeants chypriotes turcs ont formulé des propositions qui reprenaient pour l'essentiel celles qu'ils avaient faites le 15 juin (voir par. 7 ci-dessus). Ils étaient disposés à abandonner quatre positions et, selon la manière dont progresseraient les négociations relatives au libre passage à travers la zone des Chypriotes grecs comme des Chypriotes turcs, trois autres positions pourraient être évacuées; ultérieurement, les trois dernières positions occupées, qui, disaient-ils, étaient anciennes, seraient transformées en postes d'observation. La Force des Nations Unies a demandé si les Chypriotes turcs seraient disposés à abandonner toutes leurs positions en échange de l'évacuation de celles tenues par la garde nationale au sud de Trypimeni et de l'engagement pris par le gouvernement de ne pas recourir à la force dans l'avenir immédiat ou sans en avertir au préalable la Force des Nations Unies. La proposition n'a pas plu aux Chypriotes turcs et la question n'a pas été poursuivie avec le gouvernement.

14. Le gouvernement a continué de soutenir que toutes les positions chypriotes turques devaient être démantelées. Le Ministre des affaires étrangères a souligné l'attitude irréprochable de son gouvernement. Il a fait observer que lorsque la Force des Nations Unies lui avait demandé de suspendre l'exécution du projet relatif à la route Trypimeni-Vitsadha (S/7350, par. 52), le gouvernement avait accepté, mais que les Chypriotes turcs en avaient profité pour établir des nouvelles positions fortifiées. Tout ce que le gouvernement demandait maintenant, c'était la suppression de toutes les positions dans la région préalablement à toute discussion avec la Force sur la question du libre passage. Le gouvernement n'avait aucune raison d'accepter la proposition des Chypriotes turcs de démolir les fortifications par étapes.

15. Pour tenter de sortir de cette dangereuse impasse, la Force des Nations Unies a formulé, le 4 juillet, un plan prévoyant, pour l'essentiel, l'évacuation complète

et simultanée de toutes les positions tenues respectivement par les Chypriotes turcs et par la garde nationale dans le triangle formé par les routes Trypimeni-Ayios Khariton et Trypimeni-Knodhara et la mise en place par la Force d'un dispositif renforcé de surveillance afin de prévenir les confrontations armées, de toutes natures dans la zone. Quand tout cela aurait été fait, on recourrait aux bons offices de la Force des Nations Unies pour trouver une solution pacifique au problème du déplacement des habitants. Ce plan a été pleinement approuvé par moi et je l'ai fait savoir en conséquence aux parties intéressées.

16. Le gouvernement a accepté le plan de la Force. Les dirigeants chypriotes turcs, sans toutefois le rejeter, ont informé la Force des Nations Unies qu'ils ne pouvaient pas accepter le plan tel qu'il était présenté car il ne satisfaisait pas entièrement les besoins essentiels de sécurité des habitants chypriotes turcs de la zone. Ils estimaient que la zone en question devait être plus grande et comprendre, outre les positions occupées par la garde nationale au sud de Trypimeni, celles occupées par le gouvernement sur les hauteurs situées au nord de ce village. Ou alors il fallait réduire la superficie de la zone de manière à ne pas englober les trois positions tenues par les Chypriotes turcs qui, selon leurs dirigeants, avaient été aménagées avant le 21 avril (voir par. 11 ci-dessus). Les dirigeants chypriotes turcs ont souligné que le plan de la Force ne semblait pas logique en ce sens qu'on demandait aux Chypriotes turcs de supprimer à la fois leurs positions nouvelles et les anciennes, alors qu'on demandait seulement au gouvernement de supprimer les positions nouvelles installées au sud de Trypimeni.

17. Le gouvernement a toujours soutenu qu'il n'y avait aucune position turque avant le 21 avril dans la zone indiquée dans le plan de la Force. De son côté, la Force, dont les unités de police civile ont stationné dans cette région pendant très longtemps, n'a remarqué aucune position avant cette date, bien qu'il ne soit pas exclu qu'il y ait eu peut-être, à l'occasion, des postes d'observation (ou d'écoute). On peut définir une position comme un réseau de tranchées ou une série de postes situés à proximité les uns des autres et permettant la défense dans toutes les directions; un poste d'observation (ou d'écoute) est un endroit d'où un homme, ou deux au maximum, peut observer une zone, mais ce n'est pas une position défensive parce qu'un homme ou deux, seuls, ne peuvent pas réellement la défendre.

/

18. Lors d'une réunion tenue le 11 juillet, les dirigeants chypriotes turcs ont maintenu leur point de vue et rappelé en particulier que leurs trois positions ne devaient absolument pas être affectées par le plan de la Force des Nations Unies (voir par. 16 ci-dessus). Ils ont cependant informé M. Bernardes et le général Martola qu'afin d'améliorer le climat et de faciliter la recherche d'une solution ils évacueraient avant le 13 juillet, unilatéralement et sans mesures correspondantes du gouvernement, sept positions occupées, n'en laissant que trois. La promesse a été tenue le 13 juillet.

19. Le commandant de la Force a encore rencontré à deux reprises, les 14 et 16 juillet, les dirigeants chypriotes turcs afin de les persuader d'accepter un retrait des trois dernières positions, mais aucun progrès n'a été réalisé sur ce point.

20. Le 19 juillet, mon représentant spécial et le commandant de la Force des Nations Unies ont fait part au Ministre des affaires étrangères de la position prise par les dirigeants chypriotes turcs et l'ont avisé que la Force continuerait d'insister auprès des Chypriotes turcs pour qu'ils donnent entièrement suite au plan de la Force.

21. En appelant l'attention du Conseil de sécurité sur la situation, je voudrais une fois de plus demander instamment à tous les intéressés d'accepter et de mettre en oeuvre promptement le plan de la Force des Nations Unies afin de régler les difficultés qui ont surgi dans la région de Trypimeni. Le plan, autant que je puisse en juger, est équitable et impartial et ne compromettra la sécurité ni des Chypriotes grecs ni des Chypriotes turcs qui habitent la région ni ne portera atteinte aux positions de principe des deux parties. En l'acceptant, les parties témoigneraient du désir d'éviter d'accroître la tension en ce moment critique et montreraient qu'elles sont disposées à entendre l'appel du Conseil de sécurité qui les a priées instamment, dans sa résolution du 16 juin 1966, de faire preuve de la plus grande modération et de s'efforcer résolument d'atteindre ses objectifs.

